

La crise et les universités hongroises

Par [JFB](#) le mar 24/03/2009 - 12:25

La crise globale a un effet indirect sur la vie de l'enseignement supérieur en Hongrie. Les licenciements ne sont pas encore à craindre mais les universités auront plus de difficultés à faire des emprunts à l'avenir.

«Notre université n'est pas aussi touchée par la crise économique que les citoyens», a souligné Gyula Patkó, le président de l'Université de Miskolc, « elle a même reçu 6,5 milliards HUF de l'Union Européenne, ainsi peut-on également développer l'infrastructure de notre institut». Mais tout l'enseignement supérieur n'est pas dans une situation aussi avantageuse et ce bien que les universités et les écoles supérieures ne devraient pas voir baisser les subventions publiques (l'État hongrois investit en effet 1 % de son budget dans l'enseignement supérieur).

Aucune vague de licenciements n'est à prévoir pour le moment, pas plus qu'une augmentation des frais de scolarité, il faudra toutefois prendre en compte le ralentissement des investissements ppp (public-private partnership) car les banques concernées sont susceptibles désormais de modifier leurs conditions. Si les universités n'auront aucun problème direct avec l'augmentation des taux de crédits, ils peuvent être touchés par la raréfaction des programmes ppp.

Le quotidien économique Napi Gazdaság a toutefois mentionné que certains établissements, l'Université Semmelweis en particulier, commençait toutefois à ressentir les effets de la crise économique. Le directeur de l'université a en effet souligné que les investissements entamés avant le début de la crise n'étaient pas remis en question, contrairement aux nouveaux projets pour lesquels les banques modifient désormais leurs conditions de financement.

Non seulement les nouvelles conditions requises pour contracter des crédits peuvent inquiéter les facultés, mais le montant des mensualités de leurs crédits en euro aussi. Le président de l'École Supérieure de Technologie de Budapest (BMF), Imre Rudas, souligne toutefois que la crise touchera d'avantage les établissements de province, plus petits. Pour rembourser un crédit contracté pour financer un

investissement, la BMF doit désormais rembourser 240 millions de HUF par an au lieu de 200 millions initialement prévus, soit une différence de 20 %.

Timea Ocskai

•
Catégorie
Agenda Culturel